



SIXIÈME CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE

“UN ENVIRONNEMENT POUR L’EUROPE”

BELGRADE (SERBIE)
10-12 octobre 2007

**APPRENDRE LES UNS DES AUTRES: RÉALISATIONS,
DIFFICULTÉS ET MARCHÉ À SUIVRE**

Document soumis pour
le Comité de coordination de la CEE-ONU sur l'éducation en vue du
développement durable
par le Groupe de travail spécial de hauts responsables

DOCUMENT D'INFORMATION



NATIONS UNIES



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/BELGRADE.CONF/2007/INF/3
ECE/CEP/AC.13/2007/2
23 juillet 2007

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

Sixième Conférence ministérielle
«Un environnement pour l'Europe»
Belgrade, 10-12 octobre 2007
Point 3 de l'ordre du jour provisoire

Comité de coordination sur l'éducation
en vue du développement durable

**SESSION CONJOINTE SUR L'ÉDUCATION EN VUE
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

**APPRENDRE LES UNS DES AUTRES: RÉALISATIONS,
DIFFICULTÉS ET MARCHE À SUIVRE**

*Premier rapport intérimaire sur l'application de la stratégie de la CEE-ONU
pour l'éducation en vue du développement durable¹*

¹ Le présent rapport a été établi par deux experts, M. Arjen Wals et M^{me} Natalia Ernstman. Le Gouvernement des Pays-Bas a apporté une contribution en nature pour appuyer l'établissement de ce document.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Introduction.....	1 – 5	4
I. RÉPONDRE AUX OBJECTIFS DE LA STRATÉGIE	6 – 33	6
A. Cadres politiques, réglementaires et opérationnels	7 – 11	6
B. Le développement durable dans l'éducation formelle, non formelle et informelle.....	12 – 20	8
C. Compétences dans le domaine de l'éducation	21 – 23	10
D. Outils et documents	24 – 27	12
E. Recherche-développement.....	28	13
F. Coopération en matière d'EDD	29	14
G. Préservation, utilisation et promotion des savoirs des populations autochtones par l'EDD.....	30 – 31	15
H. Auto-évaluations par les pays	32 – 33	15
II. QUELQUES TENDANCES SOUS-RÉGIONALES	34 – 48	16
A. Europe orientale, Caucase et Asie centrale.....	35 – 40	16
B. Europe du Sud-Est	41 – 43	17
C. Amérique du Nord: l'exemple du Canada	44 – 46	18
D. Pays de l'Union européenne et autres pays d'Europe occidentale	47 – 48	19
III. ENSEIGNEMENTS TIRÉS.....	49 – 57	19
A. Amélioration des activités existantes.....	51	20
B. Mise en place d'un cadre stratégique.....	52	20
C. Institutionnalisation de l'EDD	53	20
D. Intégration de l'EDD dans les programmes.....	54	20
E. Développement des compétences pour l'EDD	55	21

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
F. Sensibilisation du public.....	56	21
G. Diffusion de l'information relative à l'EDD	57	22
IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	58 – 71	22
A. Conclusions et recommandations concernant la région CEE-ONU dans son ensemble.....	59 – 64	22
B. Conclusions et recommandations spécifiques à la sous-région EOCAC	65 – 66	24
C. Conclusions et recommandations spécifiques aux pays de la sous-région ESE	67 – 68	24
D. Conclusions et recommandations spécifiques aux pays d'Europe occidentale et au Canada.....	69 – 71	25
Annexe I: Application des mesures initiales de mise en œuvre de la stratégie		26
Annexe II: Principales tâches et mesures correspondantes mises en œuvre dans la phase I.....		27

Introduction

1. Relevant le nouveau défi de l'Éducation en vue du développement durable (EDD), les ministres de l'environnement et de l'éducation des États membres de la Commission économique pour l'Europe de l'ONU ont adopté la stratégie CEE-ONU pour l'EDD, un outil opérationnel devant permettre de mettre en œuvre l'EDD (Vilnius, 2005). Les gouvernements se sont engagés à incorporer des thèmes relatifs au développement durable dans leurs systèmes d'éducation, dans toutes les disciplines qui s'y prêtent, ainsi que dans l'éducation non formelle et informelle. Ces thèmes incluent l'atténuation de la pauvreté, la paix, l'éthique, la démocratie, la justice, la sécurité, les droits de l'homme, la santé, l'équité sociale, la diversité culturelle, l'économie, la protection de l'environnement et la gestion des ressources naturelles. Les six objectifs suivants traçaient un cadre en vue de la mise en œuvre, à savoir:

- a) Assurer que les cadres politiques, réglementaires et opérationnels appuient l'EDD;
- b) Promouvoir le développement durable par les enseignements formels, non formels et informels;
- c) Développer les compétences dans le secteur éducatif pour pratiquer l'EDD;
- d) Faire en sorte que les outils et les documents adéquats pour l'EDD soient accessibles;
- e) Promouvoir la recherche-développement sur l'EDD; enfin
- f) Renforcer la coopération sur l'EDD à tous les niveaux dans la région de la CEE-ONU. Les gouvernements se sont engagés à réaliser des progrès dans la mise en œuvre de l'EDD comme suit:
 - i) Phase I (jusqu'en 2007) – prendre acte des activités existantes, mettre en œuvre les mesures initiales, et définir les priorités pour les activités futures;
 - ii) Phase II (jusqu'en 2010) – commencer à intégrer le développement durable dans les programmes d'étude, examiner les progrès accomplis dans l'exécution des stratégies nationales² et revoir ces stratégies le cas échéant;
 - iii) Phase III (jusqu'en 2015) – accomplir des progrès considérables dans la mise en œuvre de l'EDD³.

² Pour les pays dont le gouvernement est de structure fédérale, le terme «national» s'applique à l'«État», comme il convient.

³ Voir la stratégie de la CEE-ONU pour l'EDD (CEE-ONU, 2005; CEP/AC.13/2005/3/Rev.1) et les indicateurs pour l'EDD. Présentation des rapports (CEE-ONU, 2006; ECE/CEP/AC.13/2006/5/Add.1).

2. Le premier jour de la Conférence de Belgrade⁴, une séance commune spéciale réunira les ministres de l'environnement et de l'éducation, qui examineront les progrès accomplis et les défis rencontrés au cours de la phase I et identifieront les manières d'améliorer l'efficacité de la mise en œuvre de l'EDD. Ce premier rapport d'évaluation se concentre donc sur les enseignements qui ressortent de la phase I. Il donne une vue d'ensemble de la situation actuelle en ce qui concerne les progrès accomplis dans le déploiement de la stratégie et présente des suggestions pour aller de l'avant. Pour ce faire, il s'efforce de mesurer le point auquel les objectifs de la stratégie ont été atteints et met l'accent sur certaines tendances concernant le processus de mise en œuvre à divers niveaux (national, sous-régional et régional). Sur la base des activités qui ont été menées jusqu'ici, des recommandations sont proposées en vue de l'action à mener dans l'avenir.

3. Diverses sources d'information ont été utilisées pour élaborer le présent rapport. Les sources principales sont les rapports nationaux d'exécution⁵ soumis au secrétariat de la CEE-ONU par les 36 États membres⁶. Le degré de précision des réponses apportées dans ces rapports varie considérablement; beaucoup de gouvernements se sont contentés de remplir la partie «oui/non» du questionnaire, tandis que d'autres ont apporté des réponses plus détaillées, en donnant des exemples, des éclaircissements et des données quantitatives.

4. Les informations contenues dans les rapports nationaux d'exécution ont été complétées par les interventions des délégués des pays au cours des réunions du Comité de coordination CEE-ONU sur l'EDD, des ateliers sous-régionaux et d'autres manifestations, ainsi que par le rapport d'évaluation de la mise en œuvre de l'EDD en Asie centrale⁷. En outre les «Pratiques optimales pour l'EDD»⁸ ont été appliquées pour comprendre la nature et la direction précise des activités liées à l'EDD et pour déterminer les obstacles et les conditions qui devraient être pris en considération pour améliorer la mise en œuvre de la stratégie.

⁴ Sixième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe» (Belgrade, 10-12 octobre 2007).

⁵ Les rapports nationaux d'exécution décrivent les progrès accomplis dans l'exécution de la stratégie au niveau national, sur la base des réponses à un ensemble d'indicateurs définis par un groupe international d'experts (voir Indicateurs pour l'EDD: présentation des rapports (CEE-ONU, 2006; ECE/CEP/AC.13/2006/5/Add.1)).

⁶ Les rapports nationaux d'exécution peuvent être consultés sur le site Web suivant: <http://www.unece.org/env/esd/Implement.Gov.htm>.

⁷ Ce rapport a été établi par le Centre environnemental régional pour l'Asie centrale.

⁸ Collection «Pratiques optimales pour l'EDD», CEE-ONU-UNESCO, 2007; site Web: <http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/index.html>.

5. Le rapport s'efforce d'offrir une vue d'ensemble exhaustive des progrès accomplis, en décrivant les mesures d'EDD entreprises, avec des informations quantitatives et des exemples concrets d'activités, le cas échéant. Certains pays sont mentionnés plus souvent que d'autres; cela tient au fait que ces États ont donné des descriptions plus détaillées de leurs activités, ce qui permet de disposer de sources complètes et d'exemples. Cela ne signifie pas nécessairement que les pays qui ne sont pas décrits dans ce rapport ont moins à offrir ou ont accompli moins de progrès en termes de mise en œuvre de l'EDD.

I. RÉPONDRE AUX OBJECTIFS DE LA STRATÉGIE

6. Ce chapitre est structuré suivant la présentation préconisée pour les rapports nationaux d'exécution⁹. Cette présentation est basée sur les six objectifs de la stratégie et fait appel aux indicateurs principaux et aux indicateurs secondaires pour évaluer à quel point les objectifs ont été atteints¹⁰.

A. Cadres politiques, réglementaires et opérationnels

7. La figure ci-dessous et le tableau figurant à l'annexe 1 donnent une représentation d'ensemble du degré auquel les mesures initiales de mise en œuvre de la stratégie ont été appliquées. Bien que les pourcentages semblent très encourageants, deux points importants sont à relever. Premièrement, les pays qui n'ont pas communiqué de données sur les indicateurs n'ont pas été inclus dans le calcul¹¹, aussi les pourcentages ne représentent-ils pas fidèlement la situation réelle. Deuxièmement, les données n'apportent pas d'informations quant à la mesure dans laquelle les politiques, la coopération et les structures nouvellement mises en place fonctionnent dans la pratique. Cela supposerait des recherches additionnelles.

⁹ Voir Présentation des rapports (CEE-ONU, 2006; ECE/CEP/AC.13/2006/5/Add.1).

¹⁰ Voir la stratégie CEE-ONU pour l'EDD (CEE-ONU, 2005; CEP/AC.13/2005/3/Rev.1) et les indicateurs pour l'EDD (CEE-ONU, 2006; ECE/CEP/AC.13/2006/5/Add.1).

¹¹ Pour le calcul des pourcentages, différentes sources ont été utilisées: les données des rapports nationaux d'exécution ont été complétées par les interventions de fonctionnaires gouvernementaux et les réponses à un questionnaire sur les mesures initiales de mise en œuvre de la stratégie CEE-ONU en vue de l'EDD (décembre 2005).

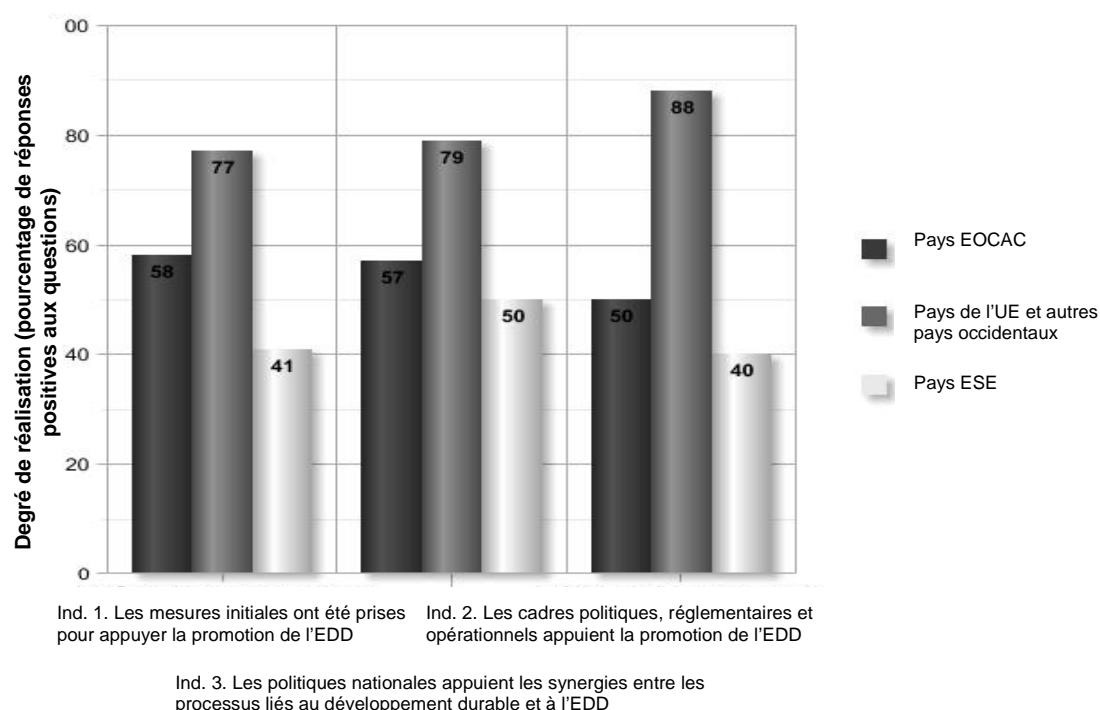


Figure 1: *Application des mesures initiales de mise en œuvre de la stratégie CEE-ONU pour l'EDD.*

8. Les chiffres montrent que la réalisation de la phase I est en bonne voie. En particulier, les pays de l'Europe orientale, du Caucase et de l'Asie centrale (EOCAC) ont accompli des progrès significatifs. Les pays de l'Europe du Sud-Est (ESE)¹² doivent encore relever un certain nombre de défis, en ceci que bon nombre d'entre eux sont encore en train de prendre les mesures initiales permettant de soutenir la promotion de l'EDD. Dans une majorité de pays, des relations officielles ont été établies entre les ministères responsables des questions environnementales et de l'éducation. La coopération entre ces deux ministères inclut des activités comme l'échange d'informations nécessaires à la rédaction des documents sur le développement durable et l'EDD à l'intention des éducateurs et des responsables à l'échelon local, la promotion et la diffusion des concepts de l'EDD dans le public et parmi les fonctionnaires, et la définition et l'exécution de formations sur des thèmes touchant à l'EDD.

9. Plusieurs pays ont établi un groupe de travail spécial pour l'application de la stratégie, qui réunit plusieurs organes gouvernementaux et d'autres parties prenantes, à savoir organisations non gouvernementales (ONG), milieu des affaires, autorités régionales et institutions éducatives.

¹² Pays EOCAC: Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Fédération de Russie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Moldova, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan, et Ukraine. Pays ESE: Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Monténégro et Serbie.

10. Les incitations économiques à l'appui de l'EDD semblent cependant manquer dans beaucoup de pays. En particulier dans les pays EOCAC et ESE, la plupart des activités du domaine de l'EDD sont appuyées financièrement par des ONG internationales et des organismes donateurs extérieurs.

11. Dans un tiers des pays qui ont répondu, un plan national d'exécution est actuellement en place. Moins de 50 % des pays répondants traitent de l'EDD par des textes appropriés intégrés dans la législation nationale ou la font figurer dans les programmes officiels nationaux d'enseignement.

B. Le développement durable dans l'éducation formelle, non formelle et informelle

1. Les principaux thèmes sont traités dans l'enseignement classique

12. Faute de données suffisantes, on ne peut guère tirer de conclusions concernant le *point auquel* les principaux thèmes du développement durable sont traités dans les programmes d'études aux divers niveaux de l'enseignement classique. En ce qui concerne les *types* de thèmes, c'est la composante environnementale de l'EDD qui est majoritairement abordée. Le développement durable est conceptualisé de différentes manières, mais la plupart des concepts résultants sont de caractère écologique et environnemental, en particulier dans les pays EOCAC. Les activités scolaires dans ces pays tendent à se concentrer sur les thèmes classiques, tels que la pollution de l'eau, la gestion des déchets et les économies d'énergie. Dans certains pays tels la Finlande, la Grèce, la Hongrie, le Kirghizistan et les Pays-Bas, un concept plus intégrateur du développement durable se dessine, et il est également tenu compte des perspectives socioéconomiques dans les contenus de l'EDD.

13. Plusieurs pays (certains pays de l'Union européenne et des pays EOCAC) déclarent avoir une longue tradition d'éducation environnementale (EE). Cela tient au fait qu'ils ont, plus que d'autres, une tradition bien enracinée d'appui et de pratique d'activités extrascolaires liées à la protection de l'environnement.

14. Les thèmes environnementaux semblent être traités à tous les niveaux ISCED¹³, tandis que des questions telles que l'atténuation de la pauvreté, les modèles de production et de consommation, les droits de l'homme, la citoyenneté, la responsabilité, les sciences économiques et le développement urbain et rural ont tendance à être traitées à des niveaux éducatifs plus élevés.

2. Les stratégies de mise en œuvre de l'EDD sont clairement identifiées

15. Généralement, aucune des stratégies de mise en œuvre de l'EDD dans l'enseignement classique (à savoir dans le cadre des matières classiques seulement, selon une approche

¹³ Classification internationale standard de l'éducation (ISCED), conçue par l'UNESCO; instrument permettant d'assembler, de compiler et de présenter des statistiques sur l'éducation dans différents pays et internationalement.

transverse, selon un programme spécifique ou encore en tant que projet autonome) ne se dégage comme nettement plus développée que les autres. Il y a toutefois de légères différences entre les sous-régions: les pays EOCAC ont tendance à se concentrer davantage sur l'intégration des questions d'EDD dans les disciplines classiques comme l'écologie, les sciences sociales, les sciences économiques et autres disciplines scientifiques; tandis que certains pays d'Europe occidentale et d'Europe du Nord pratiquent une approche plus multidisciplinaire¹⁴.

16. L'approche «institution entière»¹⁵ est un concept relativement nouveau qui exige de remettre en question les routines et les structures existantes. Par conséquent il n'est nullement surprenant que l'élaboration de cette approche n'en soit qu'aux premiers balbutiements. Beaucoup de pays, en particulier dans les sous-régions EOCAC et ESE, évaluent actuellement cette approche spécifique et la façon dont elle pourrait être adoptée à l'échelle de leurs institutions nationales. À l'heure actuelle, aucun des pays EOCAC, deux des pays ESE, et seulement 30 % des pays d'Europe occidentale ont étudié et défini cette démarche, et seuls 20 % des pays prévoient des incitations pour la soutenir. Quelques pays (par exemple la Hongrie et la République tchèque) signalent que quelques écoles ont adopté l'approche «institution entière», mais qu'elles ne représentent qu'une infime minorité des établissements éducatifs.

3. L'EDD est assurée par des systèmes d'évaluation/d'amélioration de la qualité

17. Peu de choses ont été faites dans le domaine des systèmes d'évaluation de la qualité de l'éducation et de leur amélioration pour qu'ils incluent des critères visant l'EDD. Les modalités actuelles en matière d'évaluation de la qualité et d'accréditation restent axées sur les objectifs classiques d'acquisition de connaissances, mesurable en termes de savoirs ou de compétences générales que doivent acquérir les apprenants, et sur les résultats d'apprentissage axés sur les processus cognitifs dans les disciplines de base. L'incorporation de l'EDD dans l'éducation exige non seulement de nouvelles compétences de la part du personnel enseignant et des apprenants (à savoir la pratique d'une pensée systémique, l'éducation de la vision, l'utilisation de perspectives multiples, la résolution des problèmes), mais également l'adoption de nouveaux axes pour l'évaluation de qualité et son amélioration.

18. Quelques exemples d'évolutions dans ce domaine peuvent être néanmoins constatés. La République tchèque a élaboré un dispositif national de délivrance d'un écolabel aux écoles et un dispositif de suivi de la dimension écologique dans les écoles. La Grèce pratique un dispositif d'écogestion et d'audit écologique (voir encadré 1).

¹⁴ On trouvera des exemples d'approches à programmes transverses dans un projet appuyé par l'Union européenne sur l'éducation à la durabilité dans les écoles primaires européennes (SEEPS) (Shallcross, 2004; Shallcross *et al.*, 2006).

¹⁵ L'approche «institution entière» signifie que tous les aspects du fonctionnement interne et des rapports externes d'un établissement sont passés en revue et mis à jour à la lumière des principes du développement durable/EDD. Selon une approche de ce type, chaque établissement décide de ses propres actions en prenant en compte trois angles de vision, où les trois sphères se recoupent: vie scolaire (gestion opérationnelle), programmes d'études, et rapports avec la communauté (rapports externes).

Encadré 1: Le dispositif d'écogestion et d'audit écologique en Grèce

Le dispositif d'écogestion et d'audit écologique (DEAE) est un outil environnemental pour la mise en place volontaire d'un système de gestion environnementale dans l'organisation. Il est appliqué dans le secteur de l'éducation, et plus spécifiquement dans les écoles et les universités, qui entendent améliorer leur interaction environnementale. L'Université de Macédoine, à Thessalonique, est la première université de Grèce à avoir mis en œuvre le DEAE, avec la participation active de tous les étudiants, qui reçoivent une éducation à l'environnement. L'Université sera prochainement inscrite au registre grec des DEAE et il est escompté que d'autres universités et écoles suivent son exemple.

(Source: Collection «Pratiques optimales pour l'EDD», CEE-ONU-UNESCO, 2007.)

4. Méthodes et instruments d'EDD pour les apprentissages non formels et informels

19. L'élaboration de méthodes et d'instruments pour les apprentissages non formels et informels permettant d'évaluer les changements dans les connaissances, les attitudes et la pratique est en bonne voie: une majorité des pays traitent des questions de développement durable par des actions de sensibilisation tant informelles que publiques et appuient les formations en cours d'emploi. Ces dernières incluent notamment des activités de formation environnementale à l'intention des autorités locales, des entrepreneurs et des décideurs (Estonie), et un «Réseau RSE»¹⁶ national, qui informe et aide les entreprises à mettre en œuvre la stratégie de responsabilité sociale des entreprises (Pays-Bas). Les instruments qui permettraient d'évaluer les résultats de l'EDD dans le cadre de formations non formelles et informelles font cependant en grande partie défaut.

5. La mise en œuvre de l'EDD est un processus multiparties prenantes

20. Trop peu d'informations ont été fournies par les gouvernements pour formuler des conclusions valables sur cette question. Dans la plupart des pays d'Europe occidentale, l'EDD est un processus multiparties prenantes, mais le point auquel cela vaut ne peut être déterminé. Les parties prenantes les plus impliquées sont les ONG et les pouvoirs locaux.

C. Compétences dans le domaine de l'éducation

21. L'intégration de la notion de développement durable dans l'éducation exige de nouvelles compétences, et un renforcement des capacités pour l'EDD est nécessaire à tous les niveaux de l'enseignement classique. La principale difficulté tient au fait qu'il n'existe pas de définition commune des compétences liées à l'EDD, aussi appartient-il à chaque pays de définir des critères respectant quelques principes essentiels – par exemple pensée systémique et interdisciplinaire, éducation à une vision globale et recours à des perspectives multiples – en prenant en considération l'utilisation des connaissances locales et indigènes, mais en même temps en prenant également en perspective les problématiques mondiales émergentes, comme les

¹⁶ Responsabilité sociale des entreprises.

droits de l'homme, les changements climatiques, la sécurité sanitaire, la perte de biodiversité et l'introduction d'organismes génétiquement modifiés¹⁷.

22. Dans la plupart des pays, l'EDD ne fait pas partie du bagage de formation initiale des éducateurs; elle constitue plutôt un acquis de leur formation permanente. Quelques pays (par exemple l'Ouzbékistan) ont souligné que cette formation se concentre principalement, voire exclusivement, sur des thèmes liés à l'environnement. Pratiquement aucun pays ne rapporte avoir intégré l'EDD dans la formation des responsables et des administrateurs des établissements éducatifs. Quelques-uns des exemples donnés indiquent que des séminaires et des formations sont organisés notamment par les ministères de l'éducation et de l'environnement (par exemple à Chypre, en France, en Lettonie, en Lituanie et au Turkménistan). Pour résumer, le développement des compétences en matière d'EDD en tant que concept intégrateur est un défi important que ne relèvent pas encore la formation initiale et la formation continue des éducateurs, des chefs et des décideurs actuels dans le secteur de l'éducation. Par conséquent des efforts de renforcement des compétences sont nécessaires, à tous les niveaux de l'éducation formelle et non formelle, ce dans tous les pays de la région. Les bas salaires des enseignants sont un facteur qui contribue à la médiocre exécution de cette mission. Cette observation vaut pour la région tout entière, et en particulier dans les pays des sous-régions EOCAC et ESE.

Encadré 2: *Le programme d'écoécoles en Hongrie*

Le programme d'écoécoles vise la constitution d'un réseau d'écoles agréées comme durables après une procédure de candidature et d'examen. Les établissements agréés peuvent participer à des réunions, échanger des documents, établir des contacts, et participer aux programmes nationaux et internationaux de formation permanente. Ainsi, ce réseau institue un cadre professionnel permettant aux écoles d'élaborer leurs propres projets de durabilité.

(Source: Collection «Pratiques optimales d'EDD», CEE-ONU-UNESCO, 2007.)

23. Dans la plupart des pays d'Europe occidentale, il existe des réseaux d'éducateurs impliqués dans l'EDD, qui dans bien des cas reçoivent un soutien gouvernemental. Le Canada a un site Web qui sert de forum de discussion et de centre d'échange pour les éducateurs dans les domaines de l'environnement, et propose des canevas de cours, des programmes d'études et d'autres documents. La Hongrie s'est dotée d'un programme d'écoécoles (voir encadré 2). En Lettonie et à Malte, les éducateurs coopèrent dans le cadre d'associations d'initiation à l'environnement. Aux Pays-Bas, on relève plusieurs réseaux d'éducateurs, allant du jardin d'enfants à l'enseignement supérieur (voir encadré 3).

¹⁷ Wals, 2006.

*Encadré 3: Le réseau national néerlandais pour le développement durable
dans les programmes de l'enseignement supérieur*

Le réseau national néerlandais pour l'intégration du développement durable (DHO) dans les programmes de l'enseignement supérieur a été lancé en 1998. Actuellement, plus de 1 000 éducateurs et personnels de gestion des instituts d'enseignement supérieur, responsables d'ONG, représentants d'entreprises et du Gouvernement participent activement au réseau. Outre ses membres aux Pays-Bas, le DHO collabore avec des partenaires internationaux du Nord comme du Sud. Le DHO vise à développer les perspectives d'apprentissage, les environnements d'apprentissage novateurs et les méthodologies d'enseignement universitaire permettant à l'individu d'acquérir des compétences en matière de développement durable. Plus spécifiquement, le DHO vise à multiplier ces perspectives pour tous les étudiants de l'enseignement supérieur des Pays-Bas.

(Source: <http://www.dho.nl>.)

D. Outils et documents

24. Il est nécessaire d'élaborer une documentation pour l'EDD à tous les niveaux, non seulement à l'intention des éducateurs et des formateurs d'enseignants, mais également pour d'autres parties prenantes de l'EDD (à savoir fonctionnaires, représentants des ONG, administrateurs et cadres du milieu des affaires). Dans la plupart des pays, une stratégie nationale d'encouragement à l'élaboration d'outils et de documents pour l'EDD fait défaut. Seuls un tiers des pays d'Europe occidentale et de la sous-région EOCAC signalent avoir mis en place un tel mécanisme. Le nombre des pays qui investissent des fonds publics dans cette activité est considérablement plus élevé. Dans la sous-région EOCAC toutefois, aucun gouvernement n'apporte de fonds à cette fin: l'élaboration des outils et des documents d'EDD est entièrement organisée par des investisseurs et organismes étrangers.

25. En ce qui concerne les mécanismes de contrôle de la qualité des outils et ouvrages d'enseignement, très peu de services publics ou bien soutiennent ou bien approuvent les critères de qualité. Ce sont principalement les pays EOCAC et ESE qui ont introduit des mesures de contrôle de la qualité; à quelques exceptions près, notamment la Grèce, la plupart des pays occidentaux n'ont pas pris de dispositions à cet effet.

26. La majorité des pays disposent d'outils d'enseignement et de documents didactiques pour l'EDD rédigés dans la langue nationale, mais ce n'est que dans quelques pays (à savoir l'Espagne, la Norvège et les Pays-Bas) que ces instruments sont applicables à tous les niveaux ISCED d'enseignement. La sous-région ESE est en retard dans ce domaine: seule la Serbie a élaboré des documents didactiques pour les écoles primaires, et des outils spécifiques pour l'enseignement supérieur, ainsi que des manuels de formation à l'intention des enseignants liés à l'éducation environnementale et à l'EDD.

Encadré 4: *Le réseau d'éducation environnementale en Norvège*

Le réseau d'éducation environnementale fonctionne comme un forum de rencontre pour les écoles, les établissements de recherche et les gestionnaires des affaires publiques, et il apporte un appui continu aux écoles. Le but est de donner des exemples des méthodes, de suggérer comment l'éducation peut être organisée, et de donner aux écoles accès à des informations à jour et de qualité garantie. Un autre but est d'assurer la qualité des activités éducatives et de renforcer les capacités pour ce type d'éducation au bénéfice de tous: élèves, professeurs et autres parties prenantes. La qualité des informations fournies sur le réseau est assurée par la liaison établie entre son site Web et le portail Web du Ministère de l'environnement. Les informations offrent à qui les consulte une vue d'ensemble et des perspectives diversifiées sur les thèmes les plus importants en matière d'environnement et de développement.

(Source: *Collection «Pratiques optimales pour l'EDD», CEE-ONU-UNESCO, 2007.*)

27. Dans les pays d'Europe occidentale et au Canada, l'accessibilité des outils et des documents d'enseignement est assez bonne, à savoir que dans la majorité des pays leur diffusion est organisée dans le cadre d'une stratégie nationale. Parmi les pays de la sous-région EOCAC, seule l'Ukraine signale disposer d'une telle stratégie: le matériel didactique pour l'EDD est disponible par l'Internet et il existe une base de données des outils et des textes pour l'EDD. En Estonie, les pages Web des Ministères de l'environnement et de l'éducation donnent accès à des sites communs sur lesquels sont disponibles des informations. La Norvège a lancé un réseau d'éducation à l'environnement (voir encadré 4).

E. Recherche-développement

28. Malgré les besoins dans le domaine de la recherche sur les questions connexes à l'EDD, peu de choses sont faites à cet égard. Bien que la recherche portant sur les contenus et les méthodes d'EDD soit soutenue par les pouvoirs publics dans 20 des pays ayant répondu, pratiquement rien n'est fait au niveau national pour évaluer les résultats de l'application de la stratégie. Le nombre de programmes d'enseignement universitaire avancé traitant de l'EDD est faible, et seuls quelques pays indiquent prévoir des bourses publiques pour appuyer la recherche universitaire sur l'EDD. Par exemple, en Belgique, un centre d'expertise pour le développement durable a été constitué pour offrir des données, des instruments, des méthodes et des évaluations qui peuvent être utilisés pour développer plus avant les politiques d'EDD. Au Canada, une initiative de recherches sur le développement durable a été lancée (voir encadré 5). Dix-neuf pays rapportent prévoir un soutien à l'innovation et au renforcement des capacités pour la pratique de l'EDD, mais le type d'appui disponible n'apparaît pas clairement.

Encadré 5: Initiative de recherches sur le développement durable au Canada

L'Initiative de recherches sur le développement durable (SRDI) est un groupe de recherche à l'Université de Colombie-Britannique qui encourage la collaboration interdisciplinaire au sein du corps enseignant et entre les départements et d'autres instances de l'Université, ainsi qu'avec d'autres instituts et programmes menant des recherches sur la durabilité au Canada et ailleurs dans le monde.

(Source: Réponse du Canada au questionnaire de l'UNESCO, 2006.)

F. Coopération en matière d'EDD

29. La coopération entre les pays semble être étroite: la grande majorité des pays signalent que leurs services publics nationaux sont insérés dans des réseaux internationaux et les soutiennent. Dans la sous-région EOCAC par exemple il existe une forte coopération dans le cadre du groupe de travail de l'Asie centrale sur l'EDD (voir encadré 7), et la coopération transrégionale opère par le biais du réseau Baltic 21 (voir encadré 6), qui associe plusieurs pays de l'Union européenne et la Fédération de Russie. Seuls quelques pays promeuvent activement l'EDD dans les instances internationales en dehors de la région de la CEE-ONU. La Grèce est très active à cet égard en diffusant la stratégie vers d'autres pays du bassin méditerranéen n'appartenant pas à la région CEE-ONU. Le Canada promeut activement l'EDD en Inde (en contribuant à l'organisation de la Conférence «Éducation pour un avenir durable») et au Burkina Faso, en fédérant les principaux organes francophones qui travaillent sur l'éducation environnementale (EE) pour échanger des informations et collaborer dans le cadre de différentes initiatives éducatives.

Encadré 6: Le réseau Baltic 21

Baltic 21 est un processus régional multiparties prenantes pour le développement durable lancé en 1996. Sa mission est de poursuivre le développement durable dans la région de la mer Baltique dans le cadre d'une coopération régionale multiparties prenantes. Baltic 21 représente donc un cadre régional de mise en œuvre du programme Action 21 convenu lors du Sommet mondial sur le développement durable et des activités correspondantes, tout en se concentrant sur le contexte régional dans la perspective du développement durable.

(Source: www.baltic21.org.)

Encadré 7: Groupe de travail de l'Asie centrale sur l'EDD

Le Groupe de travail de l'Asie centrale travaille à la mise en œuvre de projets d'EE et d'EDD dans la sous-région. Composé de représentants des Ministères de l'éducation, de l'environnement, des sciences et d'ONG, il coordonne le mécanisme et les programmes d'EE et d'EDD. L'action est menée dans le cadre de conférences sous-régionales annuelles où les travaux de l'année sont récapitulés et où le nouveau programme est établi. Ces réunions permettent aux différents pays de se tenir bien informés de la politique internationale, régionale

et sous-régionale en matière d'EDD et à se renseigner sur les enjeux, les besoins et les solutions qui caractérisent les pays d'Asie centrale. Elles sont également l'occasion d'échanger l'expérience, de présenter des exemples de pratiques optimales, et de coordonner efficacement les efforts et l'action afin de concevoir conjointement de nouveaux outils analytiques, pédagogiques et méthodologiques, et de formuler une position sous-régionale en vue de la représentation au niveau international.

(Source: *Examen des progrès en matière d'EDD en Asie centrale*, CAREC, 2006.)

G. Préservation, utilisation et promotion des savoirs des populations autochtones par l'EDD

30. Les savoirs indigènes devraient être valorisés et préservés en tant que partie intégrante de l'EDD, au même titre que les autres types de connaissances, à savoir scientifiques, locales et empiriques.

31. Il n'a guère été fait de progrès dans la mise en œuvre de ce segment, bien que beaucoup de pays de la région détiennent d'abondantes sources de connaissances indigènes et autres savoirs locaux. Seuls quelques pays ont mis en vedette des activités dans ce domaine. Au Kirghizistan, les connaissances traditionnelles dans le domaine de la préservation de la biodiversité ont été répertoriées et exploitées. En Norvège, le programme d'études de la scolarité obligatoire sur dix ans prend en compte les besoins spécifiques de la population sami. La Croatie rend compte d'activités de collecte et de préservation de costumes folkloriques et traditionnels, de musiques et de danses, et d'intégration des connaissances traditionnelles sur les fruits et les plantes dans les programmes scolaires. Le Canada a lancé des initiatives visant la population inuit (voir encadré 8).

Encadré 8: Programme d'études dans la perspective inuit au Canada

En 2004, le Gouvernement canadien a décidé que le système d'éducation devait être remodelé dans le contexte de l'*Inuit Quajimajatunqagit* (ce qui se traduit comme désignant «ce que les Inuits savent de longue date») et qu'élever les enfants, les instruire et prendre soin de ceux qui sont dans le besoin représente un processus collectif qui appartient à la communauté. *Inuuqatigiit: le programme d'enseignement dans la perspective inuit* jette les bases de l'éducation dans ce groupe indigène. Le développement durable, dans son acception la plus large, est une valeur fondamentale de la vie d'Inuit et devient de ce fait le principe fondamental de l'éducation.

(Source: *Intervention du Canada devant le Comité de coordination de la CEE-ONU pour l'EDD*, 2005.)

H. Auto-évaluation par les pays

32. Seuls 10 pays qui ont soumis un rapport national d'exécution ont répondu au questionnaire d'auto-évaluation. Par conséquent on ne peut pas dire grand-chose sur ce point.

33. Généralement le niveau de mise en œuvre de la stratégie d'EDD est «en marche»; par exemple 14 indicateurs ont été définis par la Slovaquie comme étant «en marche».

Dans le même temps, il existe de grosses différences entre les pays. La Suède et les Pays-Bas, par exemple, «ont atteint» trois objectifs et sont «en marche/en cours d'avancement» en ce qui concerne les autres indicateurs. Ce dernier pays n'a pas encore commencé à élaborer un mécanisme de contrôle de la qualité pour ce qui est des outils et de la documentation pour l'EDD. Cet indicateur est celui qui est le plus souvent cité par les pays comme «non commencé». Le Kirghizistan en est aux toutes premières étapes du processus d'application, car les cases «non commencé» ont été cochées pour la plupart des indicateurs.

II. QUELQUES TENDANCES SOUS-RÉGIONALES

34. Pour cerner des tendances sous-régionales dans la mise en œuvre de la stratégie, les trois éléments suivants ont été pris en considération:

- a) *Domaine d'application*: le niveau auquel la mise en œuvre de l'EDD se fait (par exemple local, scolaire, État; éducation des élèves/étudiants; formation des enseignants ou éducation informelle);
- b) *Stratégie d'exécution*: l'approche qui est pratiquée, à savoir émancipatrice par opposition à instrumentale¹⁸;
- c) *Thèmes centraux*: les thèmes liés au développement durable qui sont principalement traités.

A. Europe orientale, Caucase et Asie centrale

35. De manière générale, la sous-région EOCAC a accompli des progrès considérables dans la mise en œuvre de la stratégie. Les gouvernements manifestent leur engagement envers les objectifs, ce qui a eu pour conséquence l'établissement des cadres politiques, réglementaires et opérationnels nécessaires pour donner substance à la stratégie.

36. Les activités liées à l'EDD, cependant, sont actuellement menées principalement au niveau national. Les causes à cela sont identifiées comme étant les suivantes¹⁹:

- a) Les principes et les impératifs du développement durable sont peu connus du grand public; par conséquent les initiatives se dessinent pour la plupart au niveau national;

¹⁸ Une approche émancipatrice est axée sur ce qui suit: a) mettre les citoyens en mesure de déterminer pour eux-mêmes, en interaction les uns avec les autres et avec toutes les parties prenantes concernées, ce qui leur semble être le mode de vie le plus durable; et b) transmettre les compétences requises pour participer à ce processus et mettre en œuvre les idées et les solutions identifiées. L'approche instrumentale est axée sur l'utilisation des stratégies d'éducation et de communication pour modifier les comportements et les modes de vie relatifs à la durabilité des personnes dans une direction prédéterminée (Wals, 2006).

¹⁹ *Source*: Atelier sous-régional sur l'application de la stratégie CEE-ONU en vue de l'EDD pour l'Europe orientale, le Caucase et l'Asie centrale (Moscou, 2006).

b) Traditionnellement, la structure politique des pays de l'EOCAC est centralisée, donc la plupart des actions significatives sont lancées au niveau national;

c) Il y a peu de coopération entre les autorités et les principales parties prenantes, par exemple les écoles, les ONG, les instituts de formation, les médias et les milieux d'affaires.

37. Les activités d'EDD revêtent ainsi un caractère plutôt instrumental et prescriptif. Les thèmes, les approches et les méthodes sont pilotés par les instances de haut niveau, laissant peu de marge aux institutions de niveau local (par exemple écoles, centres sociaux, instituts de formation et organisations d'enseignants) pour tracer et suivre leur cheminement vers des solutions plus émancipatrices, associant plusieurs parties prenantes.

38. Les raisons possibles au caractère instrumental des processus d'EDD pourraient être les suivantes:

a) La mise en œuvre (par exemple thèmes, méthodes, documents) est dans une grande mesure copiée sur les modèles des pays d'Europe occidentale et réalisée par des ONG étrangères. Cela se manifeste dans le fait que l'on préfère souvent traduire des textes étrangers existants plutôt que de créer ses *propres* outils et ouvrages. Ainsi manque sans doute un véritable sentiment de maîtrise du processus de mise en œuvre;

b) Le système éducatif, dans la sous-région EOCAC, est encore très centralisé et dirigé par les gouvernements, ce qui laisse peu de marge aux écoles et aux enseignants pour se doter de programmes d'EDD de façon plus autonome;

c) Les enseignants sont mal payés alors qu'ils ont beaucoup de responsabilités et qu'ils travaillent sous pression. Ils ont donc peu d'occasions d'élaborer et d'organiser des activités nouvelles, d'étendre les programmes et d'innover, ou de participer à des formations.

39. Dans le domaine de l'EE, des activités relevant d'initiatives locales et plus émancipatrices existent, car les pays EOCAC ont souvent une longue tradition d'activités périscolaires liées à l'environnement. Mais cela conduit à mettre surtout l'accent sur les questions environnementales dans l'EDD, la différence entre l'EE et l'EDD étant souvent mal perçue (seul le Bélarus déclare que l'EE et l'EDD sont conceptuellement différentes).

40. Un dernier facteur qui complique l'application de la stratégie dans la sous-région EOCAC est que l'EDD est fondée davantage sur la génération de valeurs plutôt que sur l'acquisition de connaissances, alors que l'éducation dans des pays EOCAC est avant tout centrée sur ce dernier aspect.

B. Europe du Sud-Est

41. Il y a beaucoup de similitudes entre les sous-régions ESE et EOCAC en ce qui concerne le *domaine d'application* (les actions concernant l'EDD sont principalement menées au niveau national), la *stratégie d'exécution* (peu de participation multipartites prenantes), et les *thèmes centraux* (l'accent est mis sur les thématiques environnementales et il n'y a pas de distinction conceptuelle entre l'EE et l'EDD). Ces parallélismes tiennent également à des conditions initiales analogues: un système politique et scolaire centralisé; une dépendance élevée vis-à-vis

des idées et des ressources des pays occidentaux; enfin les éducateurs travaillent sous forte pression pour de bas salaires.

42. La principale différence entre les deux sous-régions est que dans la plupart des pays de l'ESE les systèmes éducatifs sont en cours de transformation à grande échelle du fait de la nécessité de se conformer aux normes de l'UE. Ce processus de transformation revêt trois grandes caractéristiques:

a) Avec la réforme, le système éducatif devient une combinaison d'éléments des modèles antérieurs et de nouvelles idées éducatives, et il est influencé par les notions émergentes de démocratie et de développement autonome;

b) Les réformes éducatives générales qui sont en cours génèrent une nouvelle dynamique dans le système, laquelle représente une ouverture pour l'introduction de l'EDD;

c) Les pays de l'ESE sont à la recherche d'une identité européenne dans laquelle s'intègre leur patrimoine national. Ceci influe sur la redéfinition de leurs systèmes d'éducation, et ouvre potentiellement des perspectives pour des processus participatifs et exploratoires d'EDD au niveau des établissements scolaires.

43. Une deuxième différence réside dans l'absence d'une organisation fédératrice structurée comme le Groupe de travail de l'Asie centrale sur l'EDD, qui constitue une plate-forme de coopération et renforce de ce fait les activités d'EDD dans la sous-région.

C. Amérique du Nord: l'exemple du Canada

44. À la différence des pays EOCAC et ESE, le système politique et éducatif du Canada est décentralisé par nature. Pour partie en raison de ce caractère, on constate:

a) Une étroite coopération entre les organes de l'État et les autorités locales;

b) Une participation intense des diverses parties prenantes à l'application de la stratégie.

Cela facilite grandement le développement de l'EDD à tous les niveaux de la société.

45. Faute de données suffisantes sur la nature précise des différents projets liés à l'EDD, on ne peut guère se prononcer sur la stratégie générale appliquée. Vu que le Gouvernement accorde des crédits aux éducateurs qui planifient, élaborent et appliquent en collaboration des éléments de programme sur le développement durable, la stratégie nationale semble privilégier et stimuler le développement de processus émancipateurs et exploratoires en matière de développement durable dans les établissements d'enseignement et dans les communautés.

46. La plupart des projets décrits sont liés aux thèmes environnementaux dans le cadre de l'EDD. Ainsi, le Canada souligne notamment la conceptualisation environnementale/écologique du développement durable. Cela ne signifie pas nécessairement qu'aucune activité n'est menée dans le champ des questions sociales et économiques. On relève des indications que beaucoup d'ONG travaillent à l'EDD et couvrent des thématiques telles l'éthique, l'équité et la justice sociale.

D. Pays de l'Union européenne et autres pays d'Europe occidentale

47. De grandes différences se présentent entre les pays dans cette sous-région, et il est donc difficile de distinguer des tendances générales. Les pays qui sont entrés dans l'UE lors des deux derniers cycles d'accession (par exemple la Bulgarie, la Pologne, la Roumanie et la Slovaquie) ont tendance à présenter plus de caractères communs avec les pays EOCAC et ESE qu'avec certains pays d'Europe occidentale (par exemple la Norvège, les Pays-Bas et la Suède). Ces derniers présentent un modèle de systèmes éducatif et politique décentralisés, permettant aux établissements au niveau local (par exemple les écoles et les centres sociaux) de faire leur propre interprétation de l'EDD. Cela a pour conséquence un nombre relativement élevé d'activités dans tous les secteurs de la société. Certains pays ont des réseaux nationaux et des plates-formes pour rechercher des synergies entre ces initiatives indépendantes.

48. Il y a débat continu sur le sens à donner à l'EDD; il est en effet difficile de distiller le concept pour en donner une définition finie, car son interprétation dépend en grande partie du contexte et de l'utilisateur, et elle est dynamique dans l'espace et dans le temps. La seule caractéristique constante du processus d'EDD semble être qu'il ne répond à aucune définition ou mode opérationnel universels. Ce trait influence fortement la manière dont la stratégie est mise en œuvre, en particulier dans les pays où beaucoup d'initiatives sont déjà menées. Le sens très large donné au concept d'EDD permet aux autorités et aux divers organes administratifs de l'utiliser comme un «concept-valise» et de classer une large gamme d'activités comme relevant de l'EDD alors que tel n'est pas entièrement le cas. Bien que le nombre d'initiatives actuellement en cours semble être un fait prometteur, il n'indique pas en soi grand-chose sur le degré auquel les institutions et les organisations ont véritablement redéfini leur perspective pour permettre aux questions de durabilité d'informer leur vision, leur éthos, leur pensée et leur fonctionnement.

III. ENSEIGNEMENTS TIRÉS

49. La présente section se fonde sur les «pratiques optimales pour l'EDD»²⁰ indiquées par les gouvernements et les parties prenantes. Ces «pratiques optimales» ont été classées selon leurs principaux objectifs, et sept grandes tâches se dégagent. Ces tâches peuvent être considérées comme les éléments clefs du processus de mise en œuvre mené dans la phase I. Ces tâches sont exposées à la figure 2 (renvoyée à l'annexe II), et illustrées par les mesures mises en œuvre pour réaliser les objectifs correspondants.

50. Le texte ci-après se veut un descriptif concis des principales tâches et des mesures correspondantes. Pour mieux mesurer quelle doit être la teneur de ces mesures, le lecteur est

²⁰ Toutes les «pratiques optimales» mentionnées n'ont pas été incluses dans la figure. Cela tient d'une part au fait que plusieurs ont été soumises en caractères cyrilliques, et étaient donc inintelligibles pour l'auteur; d'autres étaient de caractère trop général pour être retenues; par ailleurs certains projets ont été mentionnés par plusieurs pays, et ne sont cités qu'une fois dans le tableau.

invité à se reporter au texte intégral des «pratiques optimales», qui donne des exemples concrets de la mise en œuvre de ces mesures dans la pratique²¹.

A. Amélioration des activités existantes

51. Dans tous les pays, il est besoin d'utiliser de manière optimale les résultats et l'expérience générés dans le cadre des programmes nationaux existants d'EDD afin de les développer plus avant. Parmi les mesures les plus importantes que les pays ont appliquées pour ce faire on peut citer:

- a) Décerner des labels aux établissements qui manifestent une bonne pratique;
- b) Entreprendre un référentiel des établissements;
- c) Communiquer efficacement et diffuser l'expérience et les résultats dans tous les secteurs de la société dans le cadre d'une coopération interinstitutionnelle, et au moyen de plates-formes et de centres d'information.

B. Mise en place d'un cadre stratégique

52. Diverses pratiques optimales se rapportent à l'établissement d'un cadre méthodologique ou stratégique pour la mise en œuvre de l'EDD. Les mesures principales appliquées par les gouvernements sont à cet égard:

- a) L'établissement d'une coopération interinstitutionnelle (par exemple, entre les ministères et les organes de gouvernement et les ONG, ou entre les établissements scolaires et les organisations éducatives);
- b) La création de réseaux ou de plates-formes, le cas échéant de caractère international, par le biais desquels la collaboration entre différents secteurs de la société peut être stimulée.

C. Institutionnalisation de l'EDD

53. Les pays qui ont la plus longue tradition dans le domaine de l'EDD voient dans la coordination et la liaison entre des initiatives indépendantes un point faible. Il est besoin de fédérer les activités parallèles pour renforcer leur impact. Pour ce faire, des mesures analogues à celles citées sous le point A ci-dessus peuvent utilement être appliquées.

D. Intégration de l'EDD dans les programmes

54. La plupart des «pratiques optimales» mentionnées sont axées sur l'intégration de l'EDD dans les programmes scolaires. Toutes les mesures mentionnées à la figure 2 contribuent de fait à cela, mais plusieurs d'entre elles mériteraient d'être renforcées:

²¹ La compilation des «pratiques optimales» est à consulter en suivant le lien:
<http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/index.html>.

- a) Les méthodes fondées sur les TIC sont considérées comme prometteuses pour la pratique concrète de l'EDD;
- b) Plusieurs projets se concentrent sur l'élaboration de méthodes d'enseignement novatrices;
- c) Dans beaucoup de «pratiques optimales», la participation active des élèves et des enseignants à l'élaboration des outils et documents d'EDD est considérée comme déterminante, de même que la pratique interdisciplinaire en ce qui concerne le développement durable.

Encadré 9: La trousse verte, telle qu'élaborée par le Centre régional pour l'environnement d'Europe centrale et orientale

La «trousse verte» est un kit multimédia d'études environnementales principalement destiné aux instituteurs européens et à leurs élèves. Elle porte sur des aspects particuliers de la protection de l'environnement et du développement durable, et inclut divers matériaux éducatifs tels que livre du maître assorti de fiches documentaires, plans de cours et fiches thématiques pour les élèves, collection de films, clips d'animation et films éducatifs, et un CD-ROM interactif contenant une foule d'informations sur divers sujets environnementaux. Des «trousses vertes» spécifiques aux différents pays sont éditées par les partenaires gouvernementaux et professionnels en fonction des résultats d'une étude de faisabilité nationale. Les trousses sont distribuées aux enseignants à l'issue d'une session de formation.

(Source: Collection «Pratiques optimales de l'EDD» CEE-ONU-UNESCO, 2007.)

E. Développement des compétences pour l'EDD

55. Un grand nombre de pays, en particulier dans les sous-régions EOCAC et ESE, ont indiqué que le processus de mise en œuvre est ralenti par le manque de compétences pour l'EDD chez les personnels. De nombreux projets visent donc à corriger la situation par les moyens suivants:

- a) Formation des éducateurs;
- b) Production de documents de tous ordres (trousses à outils) et élaboration de méthodes d'enseignement novatrices;
- c) Échange d'expérience au niveau international;
- d) Développement des connaissances par la recherche-action;
- e) Création de plates-formes pour rendre les instructions pédagogiques facilement accessibles (par exemple par les canaux virtuels et réseaux).

F. Sensibilisation du public

56. Il est nécessaire de créer une base de soutien dans le grand public en ce qui concerne l'EDD en général et les principes et les objectifs de la stratégie en particulier. Les buts et

les objectifs n'ont pas encore été suffisamment transmis du plan national vers l'échelon local. Dans les pratiques optimales qui visent la sensibilisation du public, c'est souvent une «approche communautaire» qui est utilisée, par laquelle la communauté locale (par exemple les enseignants, les élèves et les parents) est activement impliquée dans la création et la réalisation d'un projet d'EDD. Dans d'autres projets c'est aux «nouveaux médias» (par exemple films, festivals de musique) qu'il est fait appel pour appeler l'attention des gens.

G. Diffusion de l'information relative à l'EDD

57. La dernière tâche qui ressort de la réflexion sur les «pratiques optimales» est l'amélioration de l'accessibilité de l'information liée à l'EDD. Il ne s'agit pas seulement de la diffusion des informations liées à l'EDD et des principes et objectifs de la stratégie par le biais de mesures telles celles citées à la section F ci-dessus, mais également de la création de centres et voies de communication par le biais desquels les praticiens dans le domaine de l'EDD, par exemple les éducateurs et les responsables administratifs, peuvent facilement mettre la main sur la documentation requise et sur des avis éclairés. Ce segment correspond principalement aux plates-formes internationales, à l'utilisation des «nouveaux médias» et à la création de centres éducatifs.

IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

58. Dans le présent chapitre sont récapitulées les conclusions les plus importantes concernant l'avancement actuel dans le processus de mise en œuvre de la stratégie CEE-ONU pour l'EDD, en pointant les principales faiblesses, les enjeux et les recommandations correspondantes pour la phase suivante du processus de mise en pratique.

A. Conclusions et recommandations concernant la région CEE-ONU dans son ensemble

1. De la politique à la pratique

59. Le programme de la phase I est en bonne voie; la plupart des pays manifestent leur engagement à mettre en place les politiques, la coopération et les structures nécessaires pour appliquer la stratégie. Il manque cependant des actions concrètes pour donner suite aux mesures adoptées au niveau politique. Le processus d'application devrait dépasser le stade de la seule stratégie pour passer à des plans d'action spécifiques pour l'EDD, par pays et par région.

2. La coopération interdépartementale et la participation multiparties prenantes sont suivies

60. L'axe principal de la stratégie, à savoir le fait que des mécanismes de partenariat doivent être établis entre les différents ministères et instances et que la participation multiparties prenantes doit être stimulée, semble recueillir le soutien de la plupart des pays. Il faut toutefois garder présent à l'esprit que les partenariats ainsi établis ne doivent pas rester des protocoles théoriques, mais qu'une authentique communication doit s'établir entre les partenaires (par exemple les ministères de l'éducation et de l'environnement).

3. Plus d'engagement grâce à des incitations économiques

61. Les incitations économiques à l'appui de l'EDD semblent manquer dans beaucoup de pays, en particulier dans les pays des sous-régions EOCAC et ESE. Cela semble indiquer que, dans une certaine mesure, les gouvernements manquent encore de détermination pour s'engager pleinement dans la mise en œuvre de la stratégie.

4. Passer de la perspective environnementale à un concept plus intégrateur de l'EDD

62. Dans beaucoup de pays, c'est principalement de la composante environnementale de l'EDD qu'il est traité. Un accent plus marqué devrait être placé sur d'autres aspects du développement durable (à savoir les aspects sociaux et économiques), tout en tenant compte du fait que, dans la conjoncture, certains thèmes sont plus appropriés ou urgents dans certains pays, et qu'il faut savoir choisir au cas par cas. La détermination des priorités est un élément important dans l'élaboration, par les différents pays, d'une stratégie nationale appropriée d'EDD. Par conséquent les pays doivent avoir toute la latitude voulue pour choisir et adopter les problématiques et les méthodes spécifiques qui conviennent.

5. Traiter des questions restées dans l'ombre

63. Plusieurs questions ont été insuffisamment traitées jusqu'ici et doivent donc retenir l'attention:

a) Dans la plupart des pays, l'EDD n'est pas intégrée dans la formation initiale des éducateurs. En fait beaucoup de pays indiquent que cette lacune est un obstacle majeur à l'exécution de la stratégie. Les formateurs des futurs enseignants devraient être considérés comme les parties prenantes déterminantes dans le processus de mise en œuvre de l'EDD. Ainsi apparaît-il comme nécessaire d'apporter un soutien accru aux ateliers régionaux (ou sous-régionaux) d'EDD à l'intention des formateurs d'enseignants, en se concentrant sur les contenus et les effets potentiels de l'EDD, l'assimilation de ses principes, et les processus et méthodes d'enseignement, ainsi que sur les stratégies d'intégration de l'EDD dans les programmes;

b) Les mécanismes de contrôle de qualité des outils et des matériels didactiques pour l'EDD sont insuffisants. L'utilisation d'un ensemble dynamique d'indicateurs de qualité de l'EDD, et l'introduction d'un mécanisme de contrôle continu et d'évaluation permettraient de renforcer la qualité de l'EDD;

c) La recherche dans le domaine de l'EDD fait encore défaut, et les résultats des recherches passées et actuelles sont diffus et restent sous-utilisés. Il est besoin de plates-formes intermédiaires pour promouvoir la recherche dans le champ de l'EDD, d'une part en articulant le segment politique avec la pratique en ce qui concerne la mise en œuvre de l'EDD, et de l'autre en opérant des synthèses et en diffusant les travaux sur l'EDD de manière accessible et utile pour les décideurs et les praticiens;

d) La préservation, l'utilisation et la promotion des connaissances indigènes demeurent un point faible dans le processus de mise en œuvre de l'EDD dans une majorité de pays. Cela peut tenir en partie à la méconnaissance de l'existence de ces savoirs et de leur contribution

potentielle à un monde plus durable. Une sensibilisation à tous les niveaux à cet égard devrait être une composante essentielle de la stratégie nationale d'EDD.

6. Se concentrer sur les contenus et les méthodes d'enseignement

64. Actuellement, la plupart des pays ont tendance à se concentrer sur l'intégration de la teneur de l'EDD dans les programmes d'étude et la formation. L'EDD toutefois réclame des approches entièrement nouvelles de l'enseignement et de l'apprentissage, notamment:

a) Un changement de perspective en ce qui concerne la définition des programmes d'études, donc l'abandon de la hiérarchie descendante pour adopter le principe de la participation active des élèves à la négociation des contenus et de la nature de leur propre apprentissage dans l'environnement où ce dernier se fait²²;

b) Un recentrement, pour passer de la simple transmission de connaissances à la génération de valeurs chez les élèves.

B. Conclusions et recommandations spécifiques à la sous-région EOCAC

65. Bien qu'il y ait beaucoup de choses à apprendre des expériences des pays qui ont une plus longue habitude de l'EDD, les pays de la sous-région devraient également se concentrer sur l'élaboration de leurs *propres* mesures d'EDD, pour devenir moins dépendants des incitations étrangères et acquérir la maîtrise de leur stratégie aux niveaux national et local. Cela pourra aussi préparer le terrain pour faire un meilleur usage des connaissances locales et indigènes.

66. Les écoles et les enseignants devraient avoir plus de latitude pour élaborer des programmes d'EDD directement fondés sur les besoins liés à leur environnement immédiat et à la communauté locale, ce qui rendrait le processus de mise en œuvre plus participatif, localement plus approprié, et donc plus chargé de signification.

C. Conclusions et recommandations spécifiques aux pays de la sous-région ESE

67. La dynamique actuelle du système éducatif offre des perspectives d'innovation qui devraient être saisies s'agissant d'intégrer l'EDD dans les programmes d'apprentissage et dans les mécanismes existants et/ou émergents d'assurance de la qualité.

68. Il conviendrait de créer officiellement un forum spécifique à la sous-région pour coordonner et renforcer les activités d'EDD. Quoique des activités communes et des échanges dans le contexte de l'EDD soient déjà menés, de nouvelles synergies pourraient surgir dans le cadre d'un forum plus structuré, sur le modèle du Groupe de travail sur l'EDD de l'Asie centrale.

²² Source: Shallcross, Robinson, Pace and Wals, 2006.

D. Conclusions et recommandations spécifiques aux pays d'Europe occidentale et au Canada

69. Les différences significatives présentes entre les pays devraient être exploitées, car elles représentent l'occasion de partager efficacement la large gamme d'expériences qui caractérise ce groupe. Pour y parvenir fructueusement, les mécanismes d'échanges devraient être renforcés et développés.

70. De nombreuses initiatives indépendantes sont menées, dont beaucoup illustrent les pratiques optimales d'EDD. Pour renforcer le processus de mise en œuvre dans son ensemble, ces initiatives et les enseignements que l'on peut en tirer doivent être rendus accessibles et être exploités pour faire progresser encore l'EDD.

71. Il existe un risque que l'EDD puisse perdre du terrain du fait des débats entre universitaires et politiques sur le sens profond du concept, le point débattu ayant tendance à être son *interprétation* plutôt que son *application*. Du fait du «flou» qui entoure encore le concept d'EDD, il paraît facile que les autorités, divers organismes et le secteur privé en abusent et l'instrumentalisent pour «verdir» leur image. La mise en œuvre et la signification spécifique de l'EDD ne peuvent que se trouver renforcées par l'exécution effective d'activités concrètes. Un système de suivi et d'évaluation continus permettra d'améliorer la qualité des politiques, des actions et des outils d'EDD, et empêchera les institutions et les entreprises de détourner le concept pour dédouaner à bon compte leurs activités.

Annexe I**Application des mesures initiales de mise en œuvre de la stratégie**

Indicateur	Sous-indicateur	Nombre de pays ayant répondu	Critère satisfait
Les mesures préalables pour soutenir la promotion de l'EDD ont été prises	La stratégie a été traduite dans la langue nationale du pays	44	79,5 %
	Un point focal national a été nommé	34	73,5 %
	Un organe de coordination a été créé	38	72,6 %
	Un plan national d'exécution a été élaboré	40	35,0 %
	Il y a des synergies entre le processus CEE-ONU et les autres processus relatifs à l'EDD	37	69,9 %
Le cadre politique, réglementaire et opérationnel appuie la promotion de l'EDD	Les textes de politique nationale traitent de l'EDD	36	86,1 %
	L'appui à l'EDD est prévu au budget national	36	56 %
	Une structure officielle de coopération interdépartementale est en place	39	79,5 %
	Il existe un mécanisme de coopération entre parties prenantes sur l'EDD	37	70,3 %
Les politiques nationales appuient les synergies entre les processus liés au développement durable et à l'EDD		29	75 %

Annexe II**Principales tâches réalisées et mesures correspondantes
mises en œuvre dans la phase I***(Source: Collection «Pratiques optimales pour l'EDD», CEE-ONU-UNESCO, 2007)*

1. À partir du tableau ci-dessous, on distingue facilement les conditions, les facteurs et les mesures nécessaires à la mise en œuvre fructueuse de l'EDD et on découvre en même temps des exemples concrets de projets conçus pour réaliser un objectif spécifique. Cet exercice – l'échange d'expériences, de connaissances et de solutions *existantes* – stimule l'«apprentissage auprès d'autrui». Les chiffres correspondent aux «pratiques optimales» selon lesquelles telle ou telle mesure a été utilisée pour réaliser l'objectif correspondant.

	Améliorer les activités existantes	Élaborer un cadre stratégique	Institutionnal iser l'EDD	Établir des programmes éducatifs	Développer les compétences	Sensibiliser le public	Diffuser des informations sur l'EDD
Élaboration d'outils et de documents EDD		36	36	4, 17, 26, 35, 39, 40, 41	4, 52, 41		
Formation de formateurs				4, 7, 17, 21, 26, 27, 29, 33, 35, 40, 41	4, 8, 11, 17, 20, 21, 26, 38, 35, 50, 18, 27, 33, 29, 40, 41	30	
Délivrance de labels	1		1	1, 18, 33			
Valeurs de référence	1	36	1, 36	1			
Coopération interinstitutions	2, 31, 3, 14	16, 19, 24, 28, 31, 36, 37	36	12, 21, 24, 32	21	3, 14, 19, 21, 32, 34	
Exploitation de l'expérience et de l'expertise étrangères	38	11, 37		4, 10	4, 11, 38	11	
Pratiquer une approche communautaire				5, 7, 13, 15, 17, 22, 39		5, 13, 22, 30	
Pratiquer une approche globale ou «holistique»		28		12, 27		8, 27	
Élaborer et utiliser les méthodes TIC		6		9, 22, 35, 40	26, 40	11, 22	26
Créer des plates-formes et des réseaux (internationaux)	2, 3, 5, 14, 25, 31, 38	11, 31, 36, 37	39, 36	9, 25, 39, 17	11, 17 30, 20, 25, 38	3, 11, 14	38
Pratiquer la recherche (action)	38	16		15, 21	21, 20, 38		38
Exploiter différents médias				22		8, 22	
Créer ou appuyer des centres d'information sur l'EDD	38	24		23, 25, 24	25, 38	22, 23, 30	23, 26, 38
Élaborer et utiliser des méthodes d'enseignement novatrices		28		1, 5, 10, 12, 18, 22, 27, 32, 40, 41	26, 40, 41	27	
Participation active/forte implication des élèves et enseignants dans l'élaboration des documents d'EDD				13, 15, 18, 33, 32, 35, 39		13, 32	

Titre du projet – Organisme responsable – (pays)

1. **Universités durables** – FORUM Umweltbildung (Autriche).
2. **Réseau national pour l'EE** – Association pour l'EE «Pavucina» (République tchèque).
3. **Réseau EE dans la région sud de la Moravie** – Centre Lipka pour l'EE (République tchèque).
4. **Bureaux durables** – Réseau tchèque d'écoconsultation (République tchèque).
5. **Conception de programmes d'action communautaire par la création de réseaux entre les écoles, les parents et les communautés locales** – Institut pédagogique de Chypre, Ministère de l'éducation et de la culture (Chypre).
6. **Lancement d'un site Web pour marquer la décennie de l'EDD – 2005-2014** – Ministère danois de l'éducation (Danemark).
7. **Tuulik, Aiatsuulik** – Fondation pour l'éducation permanente et Centre NPO pour la formation et le développement (Estonie).
8. **Festival international du film sur la nature de Matsalu** – Festival MTU Matsalu Loodusfilmide (Estonie).
9. **ENO-Environnement en ligne, École et portail virtuels mondial pour le développement durable** – Département de l'éducation (Finlande).
10. **Introduction du cours «Politique environnementale globale» et «Politique environnementale régionale»** – Université technique géorgienne (Géorgie).
11. **Initiative méditerranéenne d'éducation pour l'environnement et la durabilité: MEdIES** – Ministère de l'environnement, de la planification physique et des travaux publics et Ministère de l'éducation nationale et des cultes (Grèce).
12. **Écoécoles en tant que centres d'expérimentation pour un monde meilleur pour les générations futures** – Institut pour l'éducation publique (Hongrie).
13. **Le rôle de l'école locale pour promouvoir la durabilité locale dans les communautés rurales hongroises** – Société hongroise pour l'éducation environnementale (Hongrie).
14. **Programme national italien d'éducation, d'information et de formation environnementales: INPEEIT** – Ministère de l'environnement, des terres et des mers (Italie).
15. **Helianthus, projet d'EE** – Ministère de l'enseignement public (Italie).
16. **Indicateurs de qualité des systèmes régionaux d'EE pour le développement: QuIRS** – Direction générale de la politique de formation, du patrimoine et des activités culturelles (Italie).

17. **École Terre verte** – Mouvement écologique «BIOM» (Kirghizistan).
18. **Écoécoles** – Fondation pour l'éducation environnementale (Lettonie).
19. **Bonne coopération pour une bonne pratique, documents méthodologiques pour l'EDD** – Association des éducateurs environnementaux (Lettonie).
20. **Programme de formation de cadres, Sociétés pour le développement durable et expertise interdisciplinaire pour le développement de l'éducation** – Ministère de l'éducation et des sciences (Lituanie).
21. **Élaboration du programme de master «Programme multidisciplinaire d'étude sur le développement durable dans la société»** – Université de technologie de Kaunas (Lituanie).
22. **Branchez-vous sur l'environnement, une expérience éco-interactive** (Malte).
23. **Création d'un centre d'information sur l'environnement** – Ministère de l'écologie et des ressources naturelles (Moldova).
24. **Recherche d'une vision et définition d'un programme pour le développement durable dans le système d'éducation tout entier** – SenterNovem (Pays-Bas).
25. **Projet norvégien d'EE, un outil pour le développement durable – Direction nationale pour l'éducation et la formation** (Norvège).
26. **Utilisation des TIC et des applications multimédia pour l'EDD** – Centre universitaire d'études environnementales (Pologne).
27. **L'approche institution entière de l'EDD: programme d'études et textes éducatifs** – Association pour les études environnementales ASEKO (Fédération de Russie).
28. **Élaboration du concept EE pour promouvoir le développement durable pour chaque type d'école et dans la perspective d'un apprentissage sur la vie entière** – Commission du Ministère de l'éducation et du Ministère de l'environnement pour l'éducation au développement durable (République slovaque).
29. **Les semences d'aujourd'hui sont les fleurs de demain, Projet d'écoécole, École primaire «Ste Sava»** (Serbie).
30. **Programme de renforcement des capacités des communautés locales, coordonnateurs environnementaux locaux, renforcement de la communication, participation civile et démocratie pour la vie durable des communautés locales en Serbie** – Société pour l'écologie ENDEMIT (Serbie).
31. **Faire des plans: Commencer par comprendre, Conférence espagnole sur l'éducation et la communication pour les terres humides** – Ministère de l'environnement (Espagne).

32. **Veiller à la santé de l'environnement en tant qu'élément éducatif pour le développement durable dans les écoles primaires de la région de Sitno** – Univerzita Mateja bela (Slovaquie).
33. **Prix et label de l'école durable** – Agence nationale suédoise pour l'amélioration des écoles (Suède).
34. **La jeunesse pour un milieu de vie sain** – Ministère de l'éducation et des sciences (ex-République yougoslave de Macédoine).
35. **Trousse à outils écologique Tracks** – Field Studies Council (Royaume-Uni).
36. **Partenariat pour l'enseignement supérieur HESP** – Forum pour l'avenir (Royaume-Uni).
37. **Stratégie pour le développement durable: «Développement durable, nouveaux axes pour les pays nordiques»**, Conseil nordique des ministres.
38. **Réseau décentralisé international «Initiatives environnementales et scolaires»** – Initiatives environnementales et scolaires.
39. **Écoles pour le développement durable: promouvoir les actions environnementales des communautés locales** – Toyota.
40. **Apprendre pour durer – Forum en ligne pour les élèves** – Fonds mondial pour la nature.
41. **Trousse verte** – Centre régional environnemental pour l'Europe centrale et orientale.
